

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Préface	11
Sommaire	13
Principales abréviations	15
Introduction générale	17

PREMIÈRE PARTIE LE CONTENTIEUX DE L'IMPAYÉ : ENTRE EXPANSION DU PHÉNOMÈNE ET LE BASCULEMENT VERS D'AUTRES PROCÉDURES

Titre 1 - Les lacunes du processus de recouvrement au Maroc	35
Chapitre 1 - Un système de recouvrement en souffrance, empiré par l'accroissement de l'impayé	37
Section 1 - Le recouvrement au Maroc : croissance ou décroissance ?	37
I. La réalité statistique du contentieux de l'impayé	37
A. La contexture de l'approche statistique	38
B. La quintessence	40
II. La mise en place d'une enquête prédictive	42
A. Les intervenants au recouvrement et leurs perceptions en la matière ...	42
1. Les avocats	42
2. Les huissiers de justice	43
B. La déconstruction analytique du sondage mené	44
Section 2 - L'accroissement de l'impayé et de son contentieux	45
I. Les risques du crédit	46
A. Une économie fondée sur les crédits caractérisée par un octroi excessif	46
1. Crédits octroyés aux entreprises	47
2. Crédits octroyés aux particuliers	48
B. Responsabilité de la banque pour l'octroi de crédits excessifs	49
1. Le devoir de mise en garde	51
2. La mise en œuvre de la responsabilité du banquier pour manquement à son devoir de mise en garde	53
II. La propension de l'individu au contentieux et les lacunes législatives	54
A. La propension de l'individu au contentieux	54
1. L'évolution législative	54
2. Les mutations psychologiques et socio-culturelles	57
B. Les lacunes législatives	58
1. Une loi de protection de consommateur bloquée	58
2. L'absence prolongée d'une loi pour la lutte contre les retards de paiement	59

Chapitre 2 - Les principales difficultés de recouvrement	63
Section 1 - Les limites du recouvrement amiable.....	63
I. Les écueils de la déréglementation du recouvrement amiable	64
A. L'absence d'un cadre réglementé des sociétés de recouvrement.....	64
1. Les retombées de la déréglementation des sociétés de recouvrement	64
2. Absence d'un code déontologique.....	67
B. Absence des cellules spécialisées.....	68
1. Les PME	69
2. Les grandes structures	70
II. Les stratégies abusives de recouvrement amiable des sociétés de recouvrement	71
A. La protection pénale du débiteur.....	72
1. Les menaces et chantages à l'encontre du débiteur.....	72
2. L'usurpation	75
B. La protection civile du débiteur	77
1. L'annulation de paiement due à la violence	77
2. La répétition de l'indu	78
Section 2 - Les limites du recouvrement forcé.....	79
I. La corrélation de l'obstruction judiciaire et de la défiance des justiciables	80
A. La congestion des tribunaux.....	80
B. La défiance des justiciables.....	82
II. L'expédient de manœuvres dilatoires et frauduleuses.....	84
A. Les manœuvres dilatoires du débiteur.....	84
B. Les manœuvres frauduleuses du débiteur	85
III. Le handicap de certains actes et mesures juridiques du recouvrement forcé	87
A. Les huissiers de justice : une profession embryonnaire au cœur de l'exécution forcée.....	87
B. La dépréciation du titre exécutoire.....	88
IV. La mise à l'écart controversée du recouvrement en présence d'une procédure collective.....	89
A. Les déficiences relatives à l'ouverture de la procédure	90
B. Les déficiences relatives à l'exécution de la procédure	91
Conclusion du Titre 1	93
Titre 2 - Le basculement du contentieux de l'impayé en France vers d'autres procédures contentieuses	95
Chapitre 1 - Une dérivation croissante fonction de l'évolution législative du droit du surendettement des particuliers	97
Section 1 - L'amélioration de la situation du débiteur au regard de l'évolution du droit du surendettement	97
I. Les conditions d'admission à la procédure de surendettement.....	98
A. Qualité du bénéficiaire	98
1. Éligibilité	98
2. Les personnes exclues de la procédure.....	100
a. Les personnes morales	101
b. Les professionnels libéraux	101

B. Bonne foi du débiteur.....	102
1. La notion de bonne foi en matière de surendettement.....	102
2. La mise en œuvre de la bonne foi en matière de surendettement..	103
C. Surendettement du débiteur.....	106
II. La mise en œuvre de la procédure	108
A. Les mesures relatives à la procédure classique de surendettement....	109
1. Le plan conventionnel	110
a. Le rôle déterminant de la commission dans l'élaboration du plan.....	110
b. Les effets du plan à l'égard des protagonistes du plan conventionnel.....	112
2. Les mesures recommandées et imposées	114
a. Les mesures recommandées.....	114
b. Les mesures imposées.....	116
B. La procédure de rétablissement personnel	117
Section 2 - L'étendue du basculement du contentieux de l'impayé vers les procédures de surendettement	119
I. La corrélation entre la hausse des procédures de surendettement et la baisse du contentieux de l'impayé devant les juridictions civiles	120
A. La concomitance des deux phénomènes	120
1. Le contentieux de l'impayé devant les juridictions civiles	121
2. Les procédures de surendettement : une hausse colossale	123
B. L'absorption du contentieux de l'impayé devant les juridictions civiles par les procédures de surendettement	124
II. Les fondements juridiques du basculement du contentieux de l'impayé vers des procédures de surendettement.....	126
A. Les procédures de surendettement comme moyen légal d'inexécution pour le débiteur	127
B. La demande en justice du créancier : des procédures parfois décourageantes devant les procédures de surendettement	129
Chapitre 2 - Une dérivation croissante, fonction de l'élargissement du champ d'application des procédures du traitement des entreprises en difficulté	133
Section 1 - L'évolution positive du droit des entreprises en difficulté à l'avantage du débiteur	135
I. L'évolution du domaine préventif des réformes des procédures collectives	137
A. La conciliation dans sa nouvelle dimension.....	138
1. Le droit des poursuites individuelles et d'exécution pendant la recherche d'un accord amiable.....	138
2. Le droit des poursuites individuelles et d'exécution à la conclusion de l'accord amiable	140
a. L'accord constaté.....	140
b. L'accord homologué	141
B. La nouvelle procédure de sauvegarde	143
1. L'interdiction au débiteur du paiement de créances antérieures ...	144
2. L'arrêt des poursuites individuelles.....	145
II. L'évolution du domaine de traitement des entreprises en difficulté.....	147

A. Le redressement judiciaire : une procédure sans grandes modifications	148
1. La situation des créanciers lors de la période d'observation issue de la procédure de redressement judiciaire	148
a. Interdiction du paiement des créances antérieures et suspension des poursuites	149
b. Les nouveaux effets de la non-déclaration de la créance.....	150
2. La situation des créanciers lors de l'arrêté du plan de redressement	152
B. La liquidation judiciaire dans sa nouvelle dimension	153
1. Les effets de la procédure de liquidation par extinction du passif.....	153
2. Les effets de la procédure de liquidation pour insuffisance d'actif.....	155
Section 2 - L'étendue du basculement du contentieux de l'impayé vers les procédures collectives	157
I. La corrélation entre la hausse des procédures collectives et la baisse du contentieux de l'impayé devant les juridictions civiles	158
A. La concomitance entre la hausse des procédures collectives et la baisse du contentieux de l'impayé devant les juridictions commerciales.....	158
1. La hausse des procédures collectives	158
a. Les procédures de sauvegarde	158
b. Les procédures de redressement et liquidation judiciaires	160
2. La baisse du contentieux lié à l'impayé devant les juridictions commerciales.....	161
B. Le basculement du contentieux de l'impayé devant les tribunaux commerciaux vers des procédures collectives	162
II. Les fondements juridiques du basculement du contentieux de l'impayé vers les procédures collectives.....	165
A. Les procédures collectives : davantage que des mesures de sauvetage au regard du débiteur.....	166
B. L'inefficacité de l'action en justice du créancier face aux procédures collectives.....	168
Conclusion du Titre 2.....	171
Conclusion de la Première partie.....	173

SECONDE PARTIE
VERS UN PROCESSUS DE RECOUVREMENT MAROCAIN
INSPIRÉ DE LA LÉGISLATION ET DE LA PRATIQUE FRANÇAISE ?

Titre 1 - Une politique de recouvrement fondée sur la déjudiciarisation et l'externalisation du traitement de l'impayé	179
Chapitre 1 - La déjudiciarisation du traitement de l'impayé	181
Section 1 - La déjudiciarisation de pondération du traitement de l'impayé	181
I. La déjudiciarisation à caractère légal du traitement de l'impayé	182
A. La médiation bancaire	182
1. Le domaine de la loi	183

2. Le rôle du médiateur et l'incidence de la médiation bancaire sur le contentieux de l'impayé.....	185
B. Les lois pour la lutte contre les retards de paiement	186
1. La loi de modernisation de l'économie	188
2. La directive européenne relative à la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales	189
II. La déjudiciarisation par l'intervention des acteurs du recouvrement	190
A. Les sociétés de recouvrement.....	191
1. Réglementation et développement des sociétés de recouvrement	192
a. Réglementation	192
b. Développement	194
2. La prédominance du recouvrement amiable et son impact sur le contentieux de l'impayé	196
a. La prédominance du recouvrement amiable	196
b. L'impact sur le contentieux de l'impayé	197
B. Les huissiers de justice.....	198
1. L'intervention amiable de l'huissier de justice	199
a. Préalablement à l'obtention du titre exécutoire	199
b. Postérieurement à l'obtention du titre exécutoire	200
2. Les avantages d'une intervention amiable	201
a. Célérité.....	201
b. Profitabilité économique.....	201
c. Préservation des relations contractuelles	202
Section 2 - La déjudiciarisation par le renforcement des techniques contractuelles et bancaires visant à limiter l'impayé.....	202
I. Le renforcement des techniques contractuelles	203
A. La convention d'arbitrage	203
1. Un arbitrage réformiste.....	203
2. L'impact de la réforme sur le contentieux de l'impayé.....	205
B. La clause de conciliation.....	206
1. Un mode alternatif aux juridictions étatiques pour éviter l'impayé.....	207
2. Le rôle du conciliateur en matière d'impayé.....	208
II. Les techniques bancaires d'évitement de l'impayé	209
A. La contre-passation	210
B. Le prélèvement automatique	212
Chapitre 2 - L'externalisation du traitement de l'impayé.....	215
Section 1 - Le recours à un affacturage structuré	216
I. Le régime juridique de l'affacturage	217
A. Les conditions et les caractéristiques du contrat d'affacturage.....	218
1. Les conditions de validité de l'affacturage.....	218
2. Les caractéristiques du contrat d'affacturage	220
B. Les effets de l'affacturage et son impact sur le contentieux de l'impayé.....	222
1. Les effets de l'affacturage	222
a. Les effets de l'affacturage à l'égard du débiteur cédé	222
b. Les effets de l'affacturage à l'égard des tiers	223

2. L'impact de l'affacturage sur le contentieux de l'impayé.....	223
II. Les difficultés juridiques d'exécution de l'affacturage	225
A. L'opposabilité des exceptions par le débiteur cédé.....	226
1. Les exceptions relatives à la mauvaise exécution du contrat à l'origine de la créance	226
2. Les exceptions relatives à la compensation.....	227
B. L'opposabilité de la transmission de la créance par les tiers	228
1. Les conflits résultants d'une double mobilisation de créance	229
a. Le factor face à un cessionnaire Dailly.....	229
b. Le factor face à un porteur de lettre de change.....	230
c. Le factor face à un autre factor	231
2. Les conflits résultant des créanciers de l'adhérent	231
a. Le factor face à un rétenteur	231
b. Le factor face à un vendeur sous réserve de propriété.....	232
Section 2 - Vers une réglementation de l'assurance-crédit.....	233
I. Le régime juridique de l'assurance-crédit et les obligations des parties dans un contrat d'assurance-crédit.....	235
A. Le régime juridique de l'assurance-crédit.....	236
1. Le cadre réglementaire de l'assurance-crédit	236
2. La nature juridique du contrat d'assurance-crédit	238
B. Les obligations des parties dans un contrat d'assurance-crédit	240
1. Les obligations à l'égard de l'assuré	240
2. Les obligations à l'égard de l'assureur.....	241
II. Les avantages et inconvénients de l'assurance-crédit.....	242
A. Les avantages de l'assurance-crédit	243
1. Le rôle préventif de l'assureur-crédit	243
2. La protection effective du créancier contre l'insolvabilité du débiteur	244
B. Les inconvénients de l'assurance-crédit.....	245
1. Les clauses de désengagement	245
2. Les clauses visant une intervention de l'assureur-crédit postérieurement à l'échec de la procédure judiciaire	247
Conclusion du Titre 1	249
Titre 2 - L'impact positif d'un droit des sûretés rénové sur le contentieux de l'impayé.....	251
Chapitre 1 - Le recours aux mécanismes de propriété-sûreté.....	255
Section 1 - La propriété retenue à titre de garantie.....	256
I. Le régime juridique de la clause de réserve de propriété après l'ordonnance de 2006.....	256
A. Les conditions de constitution de la clause de réserve de propriété ...	257
B. Les effets de la clause de réserve de propriété.....	259
II. L'impact de la clause de réserve de propriété sur le contentieux de l'impayé	261
A. L'efficacité de la clause de réserve de propriété.....	261
B. L'utilité de la clause de réserve de propriété à l'égard du contentieux de l'impayé.....	263
Section 2 - La propriété cédée à titre de garantie	264
I. Le régime juridique de la fiducie-sûreté	266

A. Les conditions de constitution d'une fiducie-sûreté.....	267
1. Les conditions de fond.....	267
2. Les conditions de forme	268
B. Les effets de la fiducie-sûreté	270
1. Les effets de la fiducie-sûreté à l'égard des parties et du patrimoine fiduciaire	270
a. Les effets à l'égard des parties.....	270
b. Les effets à l'égard du patrimoine fiduciaire	271
2. Les effets de la défaillance du débiteur dans le cadre de la fiducie-sûreté	272
II. L'efficacité de la fiducie-sûreté devant les procédures collectives et son utilité par rapport au contentieux de l'impayé.....	274
A. L'efficacité de la fiducie-sûreté devant les procédures collectives.....	274
1. La fiducie-sûreté assortie d'une convention de mise à disposition des actifs fiduciaires	275
2. La fiducie-sûreté non assortie d'une convention de mise à disposition des actifs fiduciaires.....	276
B. L'utilité de la fiducie-sûreté par rapport à la diminution du contentieux de l'impayé	277
Chapitre 2 - Les sûretés faisant jouer le pacte commissaire ou l'attribution judiciaire	281
Section 1 - Le gage à la lumière de l'ordonnance du 23 mars 2006 et son éventuelle influence sur la baisse du contentieux de l'impayé.....	283
I. Les conditions de constitution du gage du droit commun et des gages spéciaux	283
A. Le gage du droit commun	283
1. Les conditions de fond.....	283
2. Les conditions de forme	285
B. Les gages spéciaux.....	286
1. Le gage sur stock	286
a. Les conditions de fond.....	286
b. Les conditions de forme.....	287
2. Le gage sur matériel et outillage	288
a. Les conditions de fond.....	289
b. Les conditions de forme.....	289
II. L'éventuelle influence du gage sur la baisse du contentieux de l'impayé	290
A. Une réalisation plus souple du gage.....	291
1. Le pacte commissaire	291
2. L'attribution judiciaire.....	294
B. Les effets de ces modes de réalisation à l'égard de la diminution du contentieux de l'impayé	296
1. Les effets du pacte commissaire vis-à-vis de la diminution du contentieux de l'impayé	296
2. Les effets de l'attribution judiciaire vis-à-vis de la diminution du contentieux de l'impayé	298

Section 2 - L'hypothèque à la lumière de l'ordonnance du 23 mars 2006 et son éventuelle influence sur la baisse du contentieux de l'impayé	299
I. Les conditions de constitution de l'hypothèque	299
A. Les conditions de fond	300
1. L'assiette de l'hypothèque	300
2. Le constituant	301
3. La créance garantie	302
B. Les conditions de forme	303
II. Les nouveaux modes de la réalisation de l'hypothèque et leur contribution éventuelle à la baisse du contentieux de l'impayé	304
A. Le pacte comissoire et son éventuelle contribution à la baisse du contentieux de l'impayé	304
B. L'attribution judiciaire et son éventuelle contribution à la baisse du contentieux de l'impayé	307
Conclusion du Titre 2	309
Conclusion de la Seconde partie	311
Conclusion générale	313
Annexes	315
Bibliographie	369
Index alphabétique	385
Table des matières	389